



Des enjeux majeurs pour l'ensemble de la société

Le service public d'enseignement supérieur et de recherche doit articuler différentes missions, allant de la formation de la personne, du citoyen et du travailleur au développement des connaissances au bénéfice de la société. Dans le cadre d'une mondialisation caractérisée par une hyper concurrence économique, les gouvernements entendent soumettre toujours davantage l'enseignement supérieur et la recherche à des objectifs économiques immédiats. Comme dans de nombreux autres secteurs d'activité, le développement de la précarité, la dégradation des conditions de travail et la perte de sens frappent les personnels des universités et des organismes de recherche. La profondeur de la crise globale, les exigences sociales imposent de faire d'autres choix. C'est maintenant urgent. Les assises de l'enseignement supérieur et de la recherche ne devront pas contourner cette question, devront exiger un débat européen sur l'enseignement supérieur et la recherche, et au-delà sur la mondialisation et l'orientation de l'Union européenne.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'enseignement supérieur doit offrir la possibilité à toutes les catégories sociales et générationnelles d'acquérir les connaissances utiles à la vie professionnelle et citoyenne, par la formation initiale puis continue. Cela exige d'augmenter la part des étudiants d'origine modeste, en baisse depuis 2006, et de créer les conditions de la réussite de plus d'étudiants et de personnes en reprise d'études (véritable droit à la formation), notamment ceux issus de l'enseignement secondaire technologique et professionnel. Les connaissances et compétences, attestées par un diplôme national (DUT, Licence, Master, Doctorat, ...), doivent permettre de garantir la qualification acquise.

Dans un monde complexe bouleversé par une crise qui impacte nos vies et frappe de plein fouet la jeunesse, il importe d'accroître la place accordée à la formation des citoyens et de la personne humaine. C'est une condition de la démocratie, de la sortie de crise et du développement des sociétés. Cette formation doit permettre de développer capacités d'analyse critique, culture du débat (écouter, argumenter, synthétiser...) et l'aptitude à la décision collective. Elle doit aussi comporter un enseignement conséquent portant sur le monde d'aujourd'hui (histoire, modèles économiques et politiques, langues et cultures, fonctionnement des institutions et organisations, sciences, techniques, épistémologie...).

Le SNESUP appelle à mettre pleinement en œuvre la Déclaration mondiale sur l'enseignement supérieur pour le *xx^e* siècle de l'UNESCO, du 9 octobre 1998, selon laquelle l'enseignement supérieur et la recherche doivent « offrir des points de vue critiques et objectifs destinés à faciliter le débat sur les options stratégiques et le renforcement des perspectives humanistes » et « former leurs étudiants à devenir des citoyens bien informés et profondément motivés, doués d'esprit critique, et capables d'analyser les problèmes, de chercher des solutions aux problèmes de la société, de les appliquer et d'accepter des responsabilités sociales ».

Le SNESUP demande un rapprochement des différentes filières de l'ensemble du

post-bac, notamment par la multiplication des passerelles entre elles et par un alignement des moyens par étudiant entre les universités et les classes préparatoires aux grandes écoles. De plus, il demande une diversité de parcours au sein d'une même filière, afin de tenir compte de la diversité des étudiants et de remédier à la sélection sociale.

Le SNESUP, opposé à toute augmentation des droits d'inscription dans l'enseignement supérieur, dénonce les établissements faisant payer aux étudiants des droits d'inscription supplémentaires illégaux. Il défend un accès gratuit à l'université pour tout détenteur du baccalauréat ou d'un diplôme équivalent, indépendamment de l'âge, du parcours personnel et de la nationalité.

Le SNESUP revendique une allocation d'autonomie pour tous les jeunes, permettant notamment à tous les étudiants d'étudier dans de bonnes conditions sans devoir recourir à une activité salariée entrant en concurrence avec leurs études. ●



Des enjeux majeurs pour l'ensemble de la société

RECHERCHE

Face à la crise globale, la recherche a un rôle considérable. Mais, de réforme en réforme, en France, en Europe et dans le monde, la recherche est toujours plus canalisée et détournée de ses missions dans le seul but de répondre aux besoins à court terme du marché et aux exigences des grandes entreprises.

Une refondation des politiques de recherche est cruciale pour le futur de nos sociétés. La recherche doit être soutenue, développée – dont la recherche fondamentale, indispensable pour élargir le champ des connaissances et préparer l'avenir. La recherche doit contribuer aux réponses aux besoins sociaux, environnementaux, démocratiques et culturels. Elle doit participer à la sortie de crise en accélérant les nécessaires avancées technologiques et techniques, en œuvrant aux remises en question de nos modes de vie et de développement, de nos modèles de production et de consommation, et en contribuant à la conception

La recherche doit contribuer à l'intérêt général d'aujourd'hui et de demain. Les libertés académiques doivent être respectées, dans la limite de contraintes éthiques. Ses grandes orientations et ses limites éthiques doivent être définies en toute transparence, avec la participation de la communauté des chercheurs et enseignants-chercheurs, et à l'issue de débats publics et démocratiques.

et la mise en œuvre d'alternatives.

A cette fin, des plans de recherche publics doivent être débattus puis mis en place. Des coopérations internationales, européennes et nationales doivent être engagées. Des financements conséquents sont nécessaires. Ces plans pourraient porter notamment sur une agriculture respectueuse de l'environnement et de la santé, sur les énergies renouvelables, l'efficacité et la sobriété énergétique, le fonctionnement des écosystèmes et des agro-systèmes, les rejets polluants, et sur une réorientation de l'activité humaine vers les domaines les plus respectueux de l'environnement ; mais aussi sur la santé, la politique de la ville, le vivre ensemble...

Les nouveaux modes de financements et l'intervention relevant du monde de l'économie, articulés à un renforcement du pouvoir politique imposent une logique de concurrence et orientent toujours plus la recherche vers l'innovation au service du marché et des grandes entreprises, au détriment de thèmes de recherche indispensables au renouveau scientifique, à la préparation de l'avenir, à l'expertise indépendante et à la démocratie. Il s'ensuit un affaiblissement de l'esprit critique, des libertés scientifiques, et du désir de connaître et d'échanger, toutes choses sur lesquelles repose la recherche scientifique. Le SNESUP

demande la suppression de l'ensemble des lois et mesures qui, les unes après les autres, depuis plus d'une décennie, défigurent la recherche et l'université françaises. C'est une condition pour que la recherche retrouve les repères et le sens indispensables pour redonner aux jeunes le goût pour les carrières scientifiques.

La recherche en arts, lettres, sciences humaines et sociales, sous toutes ses formes, a une place centrale à occuper, tant pour la transformation sociétale qu'exige la crise, que comme base du développement d'une société libre et démocratique. Elle doit bénéficier d'un investissement public national et européen conséquent et son indépendance vis à vis des forces économiques, politiques ou religieuses doit être garantie. Or, la recherche en ces domaines subit une réduction des financements publics et, de réforme en réforme, tend à subir un pouvoir croissant des grandes entreprises.

Le SNESUP appelle les personnels à débattre entre eux, avec les étudiants et l'ensemble des citoyens, afin d'exiger une refonte des politiques de recherche et d'enseignement supérieur, en France et en Europe.

La majeure partie de la population est victime des politiques néolibérales. Unis, nous pourrions imposer une autre politique. ●

En savoir plus sur les analyses et les revendications du SNESUP :

www.snesup.fr/Presse-et-documentation?cid=3850

Contacter le SNESUP : vie.syndicale@snesup.fr

snesU.p-fsu